instat MADAGASCAR

Comptes Nationaux

ENQUÊTE DE MISE À JOUR DES COMPTES NATIONAUX ANNUELS
VOLET DEDIÉ A LA CRISE SANITAIRE COVID-19 EN 2020

Août 2021

PERCEPTION DES ENTREPRISES ET LEURS ATTENTES

A l'instar des autres pays, Madagascar a connu des difficultés en 2020 à cause de la pandémie Covid-19. Les premiers cas ont été officiellement annoncés sur le territoire en mars 2020. Les mesures visant à arrêter la propagation du virus ont été prises au mois de mars 2020 dont la fermeture des frontières à tous les passagers venant de l'étranger — mesure encore maintenue à l'heure où nous écrivons — et le confinement partiel. Le confinement a été renforcé ou allégé différemment dans les régions en fonction de la vitesse de propagation du virus. Cette étude concerne la crise économique causée par la pandémie en mettant l'accent sur le vécu des entreprises dont les difficultés qu'elles ont rencontrées, les stratégies adoptées pour rester en activité ainsi que leurs attentes vis-à-vis du pouvoir public.

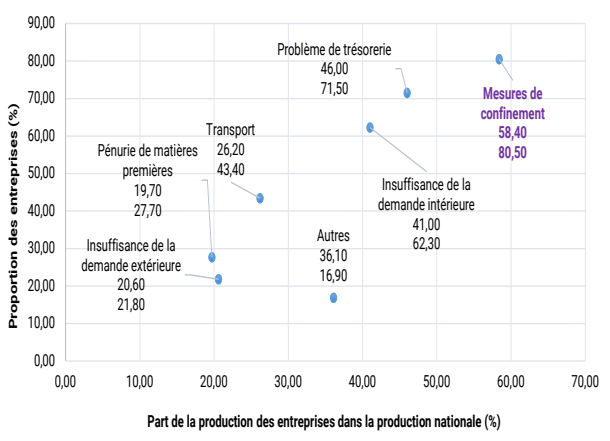
Difficultés vécues par les entreprises

***4 entreprises sur 5 (80,5 %) produisant 58 % de la production totale du pays déclarent avoir des activités perturbées par les mesures de confinement* (graphique 1).**

En effet, les restrictions sur les mouvements des personnes ont entraîné une baisse des activités économiques et une baisse de la demande que ce soit intérieure, vécue par **62,3 %** des entreprises, ou extérieure pour **21,8 %**.

L'enquête **Business Pulse Survey (BPS)** vague-2 réalisée par l'INSTAT indique une baisse de moitié des exportations en proportion des ventes. Parmi les exportateurs, **63 % de leurs ventes ont été exportées en 2019, contre 33 % en 2020 jusqu'en octobre.**

Graphique 1. Difficultés rencontrées par les entreprises



Source : INSTAT/DCNM/Enquête auprès des sociétés non financières.

La baisse de la demande se traduit également par un problème de trésorerie qui touche **71 %** des entreprises dont la production est évaluée à **46 %** de la production nationale. D'autant plus que **86 %** indiquent avoir des difficultés à accéder au financement selon le BPS vague-2.

La circulation constitue également une difficulté majeure, car le problème de transport est cité par plus de 43 % des entreprises. Or les mesures de confinement n'ont pas empêché les marchandises de circuler. Le problème se situerait donc au niveau du transport du personnel de ces entreprises.

Malgré la libre circulation des marchandises, le problème d'approvisionnement en matières premières a touché presque 28 % des entreprises qui produisent 20 % de la production du pays. En effet, il n'est pas rare de rencontrer des producteurs qui prennent des transports de voyageurs pour acheminer leurs marchandises. Or les transports de voyageurs n'étaient pas autorisés à circuler pendant la crise de la Covid-19.Par ailleurs, environ **deux tiers** parmi elles n'ont adopté des mesures particulières sauf l'attente d'une amélioration de la situation face à aux perturbations dans leurs chaînes d'approvisionnement.

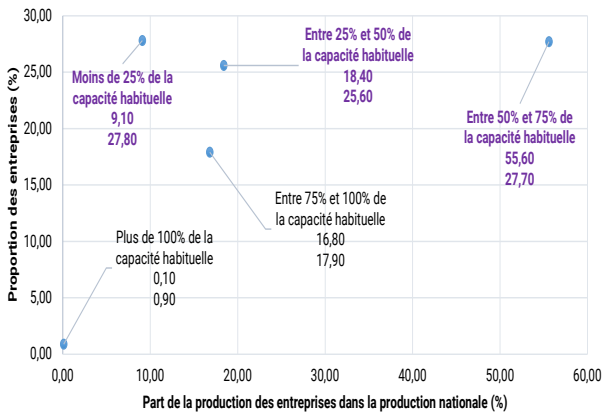
D'autres difficultés ont également pu être recensées à savoir les coupures d'électricité, la sécheresse et la hausse du prix des intrants.

Stratégies adoptées

Face à la crise sanitaire, les entreprises se livrent à des activités partielles pour la plupart. La réduction du niveau d'activité, en revanche, varie d'une entreprise à une autre selon le type de difficultés rencontrées, son ampleur et les ressources à leur disposition.

***Plus de 80 % des entreprises ont tourné en dessous de 75 % de leur capacité de production habituelle et à peine 0,9 % d'entre elles ont pu tourner au-delà de leur capacité* (graphique 2).**

Graphique 2. Capacité de production des entreprises en 2020



Source : INSTAT/DCNM/Enquête auprès des sociétés non financières.

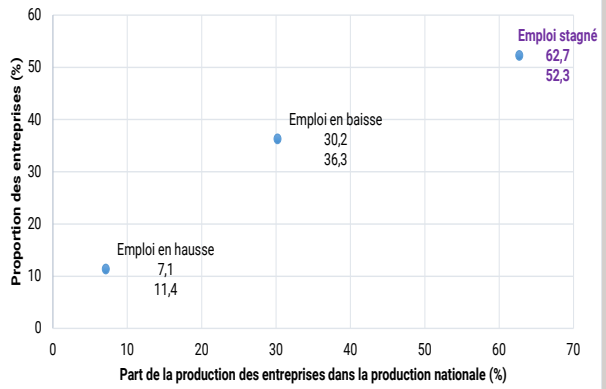
Sur l'emploi, cette stratégie a entraîné des licenciements chez 36,3 % des entreprises. En moyenne, les entreprises à l'exception des micro-entreprises, ont licencié **17 %** de leurs employés entre janvier et octobre 2020. Les départs se font de façon à ce que les employés nécessaires au maintien de l'activité restent. En temps de crise, l'objectif consiste à assurer la rentabilité de l'entreprise et sa survie.

Bien que les licenciements soient fréquents, nous constatons aussi que plus de la moitié des entreprises (52,3 %) ont préféré garder leurs employés **(graphique 3).** Les entreprises choisissent de conserver leur force de travail pour deux raisons d'une part, pour permettre aux employés de continuer à percevoir leur salaire, même partiel et d'autre part, pour pouvoir mieux rebondir à la fin de la crise. Cela est d'autant plus vrai si l'employé est qualifié ou difficile à trouver sur le marché du travail.

Cette option est d'autant pour les entreprises qui produisent des services qualifiés d'essentiels dans le contexte du confinement comme l'énergie et la santé en particulier. Dans la majorité, ces entreprises ont maintenu la totalité de leurs employés, et même procédé à des recrutements pour répondre aux besoins grandissants de la population.

Quelques entreprises ont su tirer profit de la crise, mais ce de façon conjoncturelle. De plus, elles ne représentent que **11,4 %** et opèrent dans le transport de marchandises et ne sont donc pas touchées par les mesures de confinement. Les entreprises audiovisuelles en font également partie, car elles n'ont pas cessé leurs activités en raison du caractère essentiel de leurs services dans le contexte du Covid-19.

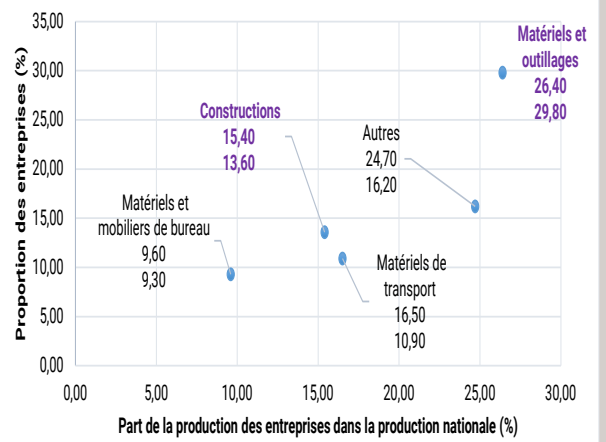
Graphique 3. Situation de l'emploi



Source : INSTAT/DCNM/Enquête auprès des sociétés non financières.

Peu d'entreprises se sont engagées dans des investissements en 2020. L'année 2020 n'a pas été propice aux investissements, qu'il s'agisse de nouvelles activités ou même d'extension des activités existantes. Seulement **13,6 %** des entreprises ont investi dans la construction. Elles ont beaucoup plus investi dans l'achat de matériels et outillages, et représentent **29,8 % (graphique 4).**

Graphique 4. Investissement



Source : INSTAT/DCNM/Enquête auprès des sociétés non financières.

La crise sanitaire de Covid-19 perturbe non seulement le temps présent, mais augmente aussi l'incertitude et le risque futur. Le comportement des agents économiques peut changer complètement dans le futur compte tenu de la persistance du virus et des impacts de la crise. Il est donc fort probable que de nouvelles orientations des activités économiques se dessinent dans le monde.

La stratégie la moins risquée serait donc de mettre en suspens tout projet d'investissement en attendant que la situation se rétablisse sur le plan national et international. Dans un futur proche, l'on pourrait

s'attendre à une reprise des investissements qui seront juste destinés à la relance de l'économie.

Il est également évident que les investissements ne doivent pas s'arrêter totalement. Les dirigeants d'entreprises ont besoin d'entretenir leurs actifs pour continuer à maintenir leurs entreprises en vie. Certains ont d'autres préoccupations comme répondre aux besoins de la conjoncture, l'achat de matériels roulants dans les branches d'activité du « transport » et « santé », le renforcement des matériels et outillages dans la branche « BTP », etc.

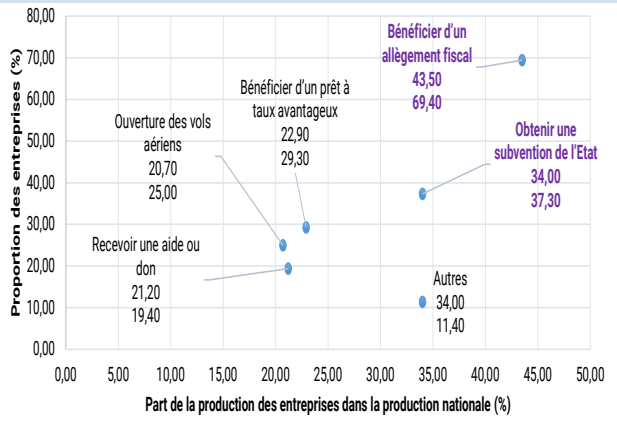
Attentes des entreprises

Les entreprises ont vécu des moments difficiles en 2020 et la crise risque de perdurer encore pour un moment, surtout avec l'apparition des variantes du coronavirus. Se demande-t-on alors sur les attentes des entreprises pour qu'elles puissent surmonter cette épreuve.

La perception des entreprises sur l'évolution des affaires dans les trois prochains mois est plutôt pessimiste. Dans le court terme, elles ne s'attendent pas encore à une reprise totale des activités. C'est pourquoi leur priorité reste la survie.

Ainsi, la majorité des entreprises souhaitent redresser leur situation de trésorerie soit en réduisant leurs charges soit en augmentant leurs ressources. En premier lieu, les demandes les plus urgentes vont à l'endroit de l'État et consistent à leur faire bénéficier ***d'un allègement fiscal*** *(demandé par 69 % des entreprises)* et à obtenir ***une subvention*** *(demandé par 37 % des entreprises)* **(graphique 5).**

Graphique 5. Besoins les plus urgents des entreprises



Source : INSTAT/DCNM/Enquête auprès des sociétés non financières.

Toutes les branches d'activité sont concernées par lesdites demandes, mais elles sont particulièrement marquées pour les entreprises durement touchées par la crise dont celles exerçant dans des activités fortement liées au tourisme.

29 % des entreprises souhaitent bénéficier d'un prêt à taux avantageux pour pouvoir démarrer. Les réponses relatives aux appuis financiers des institutions financières représentent donc également une part importante des attentes. Il concerne surtout des entreprises exerçant dans les activités qui pourraient ou devraient se relancer plus rapidement à savoir l'« éducation », la « santé », les « BTP », voire le commerce.

EQUIPE TECHNIQUE

Supervision générale
- ROMALAHY Isaora Zefania, *Directeur Général, INSTAT*
- RANDRIAMBOLAMANITRA Samuel, *Directeur de la Comptabilité Nationale et de la Modélisation, INSTAT*

Coordination technique
- DAMIEN Marc Ulrich, *Chef de Service des Comptes Nationaux*
- RAKOTONOMENJANAHARY Jimmy Andersen, *Chef de Service de la Modélisation et Prévision*
- RANDRIANALISOA Francis, *Chef de Service de la Conjoncture et du Tableau de Bord*
- RAMONJAMANANA Riana Navalona, *Analyste Principal*

Cadres
- ANDRIANASOLO Faralahinavalona
- ANDRIANIRINA Benovelo Eddy Michel
- ANDRIARISATA Nirina Arthur
- RABEKORONANA Nivo Alexandrine
- RAHARISON Jean Alain
- RAKOTONDRASOA Narindra Vatosoa Iana
- RALIJAONA Hasinavalona Mireille
- RAMIZASON Veromanitra Noelle
- RAVOLOLONIRINA Hanta
- RAZAFINDRATSIMA Andriharinony Yvan
- HERIVELO Eliette
- RAJAONARISOA Jeannot
- SAHOLINIAINA

Maquette
- DAMIEN Marc Ulrich

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE DE MADAGASCAR

BP 485 - Anosy, Antananarivo 101
Tél. : (261) 20 22 216 52
http://www.instat.mg